

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'action et des comptes publics

Décret n° du portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance

NOR : CPPB2612341D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'action et des comptes publics ;

Vu la loi n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 portant loi organique relative aux lois de finances, notamment ses articles 13 et 56 ;

Vu la loi n° 2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026 ;

Vu l'avis de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale en date du ;

Vu l'avis de la commission des finances du Sénat en date du ;

Le Conseil d'État (section des finances) entendu ;

Décète :

Article 1^{er}

Sont ouverts, pour 2026, à titre d'avance, des crédits d'un montant de 406 600 000 € en autorisations d'engagement et de 463 500 000 € en crédits de paiement applicables au programme du budget général mentionné dans le tableau 1 annexé au présent décret.

Article 2

Sont annulés à cette fin, pour 2026, des crédits d'un montant de 406 600 000 € en autorisations d'engagement et de 463 500 000 € en crédits de paiement applicables aux programmes du budget général mentionnés dans le tableau 2 annexé au présent décret.

Article 3

Le ministre de l'action et des comptes publics est chargé, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

Sébastien Lecornu

Le ministre de l'action et des comptes publics,

David Amiel

ANNEXE

TABLEAU 1

INTITULÉS DE LA MISSION et du programme, ou de la dotation	NUMÉRO du programme ou de la dotation	AUTORISATIONS d'engagement ouvertes	CRÉDITS de paiement ouverts
Écologie, développement et mobilité durables	174	406 600 000	463 500 000
Énergie, climat et après-mines		406 600 000	463 500 000
Totaux <i>dont titre 2</i>		406 600 000	463 500 000

TABLEAU 2

INTITULÉS DE LA MISSION et du programme, ou de la dotation	NUMÉRO du programme ou de la dotation	AUTORISATIONS d'engagement annulées	CRÉDITS de paiement annulés
Action extérieure de l'État		19 694 017	20 581 022
Action de la France en Europe et dans le monde	105	14 613 233	15 282 909
Français à l'étranger et affaires consulaires	151	1 715 217	1 792 085
Diplomatie culturelle et d'influence	185	3 365 567	3 506 028
Administration générale et territoriale de l'État		14 824 629	16 542 742
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	216	7 930 435	10 022 719
Administration territoriale de l'État	354	6 894 194	6 520 023
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales		708 940	886 210
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	215	708 940	886 210
Aide publique au développement		7 172 203	12 034 452
Aide économique et financière au développement	110	4 971 056	4 349 707
Solidarité à l'égard des pays en développement	209	2 201 147	7 684 745
Cohésion des territoires		9 514 877	11 126 346
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	112	1 920 897	1 810 146
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	135	3 621 218	5 174 071
Politique de la ville	147	2 969 884	3 093 831
Interventions territoriales de l'État	162	1 002 878	1 048 298
Conseil et contrôle de l'État		545 754	996 008
Conseil économique, social et environnemental	126	33 372	46 345
Cour des comptes et autres juridictions financières	164	116 921	181 636
Conseil d'État et autres juridictions administratives	165	395 461	768 027
Culture		19 230 262	19 919 872
Création	131	7 215 546	6 595 135
Patrimoines	175	6 294 245	7 577 652
Soutien aux politiques du ministère de la culture	224	781 566	799 267
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	361	4 938 905	4 947 818
Direction de l'action du Gouvernement		5 578 740	6 226 605
Coordination du travail gouvernemental	129	5 317 550	5 935 656
Protection des droits et libertés	308	261 190	290 949
Écologie, développement et mobilité durables		22 281 146	14 171 057
Expertise, information géographique et météorologie	159	2 067 232	2 153 507
Prévention des risques	181	19 385 049	11 115 294
Sûreté nucléaire et radioprotection	235	828 865	902 256
Économie		710 086	3 375 451
Statistiques et études économiques	220	710 086	690 391
Plan France Très haut débit	343		2 685 060
Engagements financiers de l'État		1 208 181	3 597 118
Épargne	145	1 208 181	1 258 604
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	344		2 338 514
Enseignement scolaire		23 441 372	24 883 423
Enseignement privé du premier et du second degrés	139	2 416 315	2 508 363
Enseignement scolaire public du premier degré	140	434 686	483 174

INTITULÉS DE LA MISSION et du programme, ou de la dotation	NUMÉRO du programme ou de la dotation	AUTORISATIONS d'engagement annulées	CRÉDITS de paiement annulés
Enseignement scolaire public du second degré	141	2 967 783	3 077 442
Soutien de la politique de l'éducation nationale	214	6 616 761	7 369 873
Vie de l'élève	230	11 005 827	11 444 571
Gestion des finances publiques		16 957 887	20 200 366
Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	156	12 250 118	11 847 259
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	218	4 707 769	4 270 983
Facilitation et sécurisation des échanges	302		4 082 124
Immigration, asile et intégration		19 109 298	18 880 376
Intégration et accès à la nationalité française	104	2 786 494	2 869 748
Immigration et asile	303	16 322 804	16 010 628
Investir pour la France de 2030			57 557 673
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	421		2 626 621
Valorisation de la recherche	422		420 923
Accélération de la modernisation des entreprises	423		1 788 571
Financement des investissements stratégiques	424		34 733 242
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	425		17 988 316
Médias, livre et industries culturelles		4 691 214	4 553 354
Presse et médias	180	2 800 000	2 800 000
Livre et industries culturelles	334	1 891 214	1 753 354
Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation		484 335	504 549
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	158	484 335	504 549
Recherche et enseignement supérieur		72 475 840	70 235 102
Enseignement supérieur et recherche agricoles	142	1 354 323	1 147 687
Formations supérieures et recherche universitaire	150	11 253 071	10 820 835
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	172	38 797 429	36 210 553
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	190	3 245 415	3 486 480
Recherche spatiale	193	17 825 602	18 569 547
Relations avec les collectivités territoriales		52 172 395	39 253 837
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	119	48 256 434	34 813 981
Concours spécifiques et administration	122	3 915 961	4 439 856
Santé		3 967 309	4 176 465
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	204	3 967 309	4 176 465
Sécurité		5 700 000	5 800 000
Gendarmerie nationale	152	2 850 000	2 900 000
Police nationale	176	2 850 000	2 900 000
Sport, jeunesse et vie associative		3 583 838	3 556 610
Sport	219	3 583 838	3 556 610
Transformation et fonction publiques		4 117 731	5 210 340
Fonction publique	148	1 876 579	1 977 159
Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs	348	2 044 662	1 912 463
Transformation publique	349	196 490	1 320 718
Travail, emploi et administration des ministères sociaux		98 429 946	99 231 022
Accès et retour à l'emploi	102	94 524 862	93 897 532
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	111	278 769	654 683

INTITULÉS DE LA MISSION et du programme, ou de la dotation	NUMÉRO du programme ou de la dotation	AUTORISATIONS d'engagement annulées	CRÉDITS de paiement annulés
Soutien des ministères sociaux	155	3 626 315	4 678 807
Totaux <i>dont titre 2</i>		406 600 000	463 500 000